

COMITE D'EXPERTS EN CARTOGRAPHIE
COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA QUATRIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York,
le mercredi 23 mars 1949, à 10 heures 30

SOMMAIRE :

- Examen des problèmes relatifs à la coordination des travaux de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

Président : M. R.H. RANDALL

Experts consultants :

M. R.L. BROWN
M. C. LEITE de CASTRO
M. R.H. RANDALL
M. W. SCHERMERHORN
M. R. VERLAINE

Expert envoyé par le Gouvernement du Brésil :

M. A.H. de MATTOS

Représentants d'institutions spécialisées :

M. S.V. ARNALDO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO)
M. E.R.L. PEAKE	Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)
M. HILL	Organisation mondiale de la santé (OMS)

Les corrections à apporter au présent compte rendu en application du règlement intérieur doivent être adressées par écrit, dans les vingt-quatre heures au plus tard, à M. E. Delavenay, Directeur de la Division des comptes rendus officiels, bureau F-852, Lake Success. Elles seront transmises par lettre sur papier à en-tête, qui donnera la cote du compte rendu en question et indiquera les corrections demandées ou, le cas échéant, sera accompagnée d'une pièce les contenant. L'enveloppe de la lettre portera la mention "urgent". Pour faciliter la tâche des services intéressés, il est demandé aux délégations de bien vouloir porter leurs corrections sur un exemplaire ronéotypé du compte rendu. Les corrections devront être rédigées dans l'une des langues de travail (français ou anglais).

Représentants d'organisations intergouvernementales :

M. C. L. NICHOLS	Bureau international d'hydrographie
M. S. W. BOGGS	Institut panaméricain de géographie
M. A. C. SIMONPIETRI	et d'histoire

Représentants d'organisations non gouvernementales :

M. H. W. EEMPLE	Union internationale de géodésie et de géophysique, Conseil international des unions scientifiques,
M. O. S. READING	Société internationale de photogrammétrie
M. M. S. WRIGHT	Congrès américain de topographie et de cartographie

Secrétariat :

M. G. DURAN	Département des questions sociales
M. THORNE	Département des questions économiques
M. BROZDOFF	Département des Conférences et services généraux
M. T. L. TCEANG	Secrétaire du Comité

Le PRESIDENT ouvre la séance et souhaite la bienvenue à M. Cristobal Leite de Castro (Brésil), secrétaire général du Conseil national de géographie du Brésil. M. Leite de Castro, qui est également Président de la Commission de géographie de l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire, prendra part aux travaux du Comité à titre d'expert consultant.

Le Président invite ensuite M. Hill, représentant de l'Organisation mondiale de la santé, à faire une déclaration au nom de cette institution spécialisée.

M. HILL (Organisation mondiale de la santé) déclare que l'organisation qu'il représente s'intéresse vivement aux problèmes de cartographie. En effet, l'une des questions principales sur lesquelles portent ses travaux est celle de la diffusion et de la propagation des maladies. L'OMS ne possède pas encore de bureau cartographique propre; elle en est encore à un stade de formation et a décidé de consacrer pour le moment toute son attention aux tâches les plus urgentes, qui sont d'ordre purement médical. Elle se propose cependant de faire établir, dans l'avenir, des séries de cartes. Ces travaux lui seront facilités par le fait que la Société des Nations lui a transmis les archives de son Bureau épidémiologique de Singapour. D'autre part, l'OMS a déjà des bureaux régionaux à New-Delhi et à Alexandrie et se propose d'en ouvrir d'autres. Elle collabore avec divers organismes régionaux, tels le "Panamerican Sanitary Bureau" de Washington.

M. SIMONPIETRI (Institut panaméricain de géographie et d'histoire) fait remarquer que, lors de l'établissement par l'OMS de l'atlas des maladies, l'une des questions les plus importantes sera celle des éléments à faire figurer sur les différentes cartes. La question de la projection présentera aussi une importance capitale.

M. HILL (Organisation mondiale de la santé) estime que l'observation de M. Simonpietri est tout à fait fondée. Dès maintenant, il peut dire qu'il faudra faire figurer, sur les cartes de diffusion des maladies, des indications sur la production des denrées alimentaires. Cette tâche sera facilitée par la collaboration qui s'est établie entre l'OMS et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. L'OMS et l'OAA ont entrepris un programme commun, qui vise à éliminer le paludisme et à augmenter ainsi la production de denrées alimentaires. Cette campagne doit se poursuivre dans sept régions de l'Inde, en Afghanistan, au Pakistan, au Siam et sera probablement étendue par la suite à diverses régions de l'Amérique latine.

Répondant à une question de M. Simonpietro (Institut panaméricain de géographie et d'histoire), M. Hill ajoute que l'OMS s'intéresse également aux problèmes de communications internationales. Dès 1946, la Commission préparatoire de l'OMS est entrée en contact avec divers Gouvernements pour examiner les problèmes que posent les formalités sanitaires au passage des frontières et l'observation de la quarantaine. Des certificats internationaux de vaccination ont été établis. L'on a étudié le problème de l'inspection sanitaire des navires et des aéronefs. L'épidémie de choléra qui a sévi en Egypte en 1947 a fourni l'occasion de constater l'utilité de ce travail.

L'OMS espère que son activité permettra, dans l'avenir, de simplifier les formalités de voyage.

Le PRESIDENT invite le représentant de l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire à faire une déclaration au nom de son organisation.

M. BOGGS (Institut panaméricain de géographie et d'histoire) préfère réserver sa déclaration jusqu'au début de la semaine prochaine. En effet, la Commission de cartographie de l'Institut a créé une sous-commission chargée de s'occuper de cartes spéciales. Les résultats des travaux de cet organisme seront connus dimanche, au cours d'une réunion à laquelle M. Leite de Castro, Président de la Commission de géographie de l'Institut, assistera.

M. SIMONPIETRI (Institut panaméricain de géographie et d'histoire) indique à grands traits ce qu'est l'Institut : c'est une organisation intergouvernementale qui a pour tâche non point d'assurer l'exécution de tel ou tel programme, mais de coordonner l'activité des pays membres dans les domaines de la géographie, de la cartographie et de l'histoire et d'encourager les travaux et les recherches. Il opère au moyen de trois commissions dites de cartographie, de géographie et d'histoire.

Répondant à une question de M. BROWN, M. Simonpietri précise que, pour le moment, seules des Républiques américaines font partie de l'Institut. Cependant, le Canada a indiqué qu'il s'intéressait aux travaux de ce dernier et a envoyé des représentants à toutes ses commissions. Aussi les statuts de l'Institut ont-ils été récemment modifiés et a-t-il été spécifié que tout Etat américain pouvait en faire partie.

D'autre part, des Etats non américains ont été invités à prendre part aux travaux de l'Institut. C'est ainsi que, par exemple, la France, l'Italie et le Royaume-Uni ont envoyé des représentants à la réunion de la Commission d'histoire qui s'est tenue à Mexico en 1947. Les Philippines ont marqué

l'intérêt qu'elles portaient à cette réunion. Lors de la réunion, à Buenos-Aires, de la Commission de cartographie, il n'a pas été envoyé d'invitations à des Etats non américains. Néanmoins parmi les représentants d'organisations internationales qui ont pris part à cette réunion, il y avait des représentants appartenant aux pays suivants : France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni.

L'institut travaille en relation avec une série d'organisations internationales et notamment avec l'Organisation de l'aviation civile internationale, le Conseil international des unions scientifiques, l'Union internationale de géodésie et de géophysique, la Société internationale de photogrammétrie, l'"Inter-American Statistical Institute", l'"Inter-American Indian Institute" etc... D'autre part, un représentant du Département des questions sociales de l'Organisation des Nations Unies a assisté à l'Assemblée générale de l'Institut qui s'est tenue en 1946.

Tous ces faits indiquent nettement les idées dont l'Institut s'inspire dans ses travaux : la science est indivisible et n'a pas de frontières nationales. Les statuts de l'Institut lui interdisent d'entreprendre tout travail qui aurait un caractère politique ou sectaire. L'Institut est en train de devenir une institution spécialisée de l'Organisation des Etats américains.

M. SCHERMEREORN aimerait savoir quelles différences existent entre l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire et l'Union internationale de géodésie et de géophysique.

M. SIMONPIETRI (Institut panaméricain de géographie et d'histoire) répond que l'Institut panaméricain a un caractère essentiellement national; il se compose de représentants des divers Gouvernements qui sont, en général, directeurs des services de cartographie de leur pays, et fonctionne principalement en Amérique. Au contraire, l'Union internationale de géodésie et de géophysique groupe des experts représentant les organisations privées de tous les pays.

Les activités de ces organisations présentent des points communs, mais leurs méthodes d'action sont entièrement différentes. Les membres de l'Institut panaméricain, représentant leurs Gouvernements, ne peuvent accepter de programmes que ces Gouvernements refuseraient d'exécuter. Sans vouloir diminuer l'importance du rôle de l'Union internationale de géodésie et de géophysique, il semble donc que les obligations et les responsabilités des membres de l'Institut panaméricain soient plus importantes que celles des membres de l'Union.

M. Simonpietri précise que les organisations représentées à l'Institut panaméricain doivent, à chaque session, présenter un rapport sur les travaux réalisés, rendre compte des mesures prises en application des résolutions adoptées au cours de la session précédente ainsi que des progrès réalisés dans le domaine de la cartographie.

Les séances de la Commission de cartographie sont consacrées à des recherches ; on s'efforce d'améliorer les méthodes existantes et de diffuser des méthodes nouvelles ; il ne s'agit pas d'un congrès où sont présentés des mémoires, mais plutôt d'échanges de vues sans caractère officiel.

Le **PRESIDENT** précise que les représentants qui participent aux consultations sur la cartographie ne sont pas nécessairement directeurs de services de cartographie. Dès sa création, la Commission de cartographie s'est efforcée de désigner les représentants les plus qualifiés sans que ceux-ci détiennent nécessairement un poste officiel.

M. SIMONPIETRI (Institut panaméricain de géographie et d'histoire) rappelle que, conformément au statut de l'Institut, les membres doivent être compétents en matière de cartographie et, dans la mesure du possible, prendre une part importante aux activités de services cartographiques ou les diriger. Ce sont des techniciens experts et leur nomination reste en dehors de toute considération politique.

M. SCHEERMERHORN pense que la responsabilité du développement des programmes nationaux des divers Etats en matière de cartographie revient sans doute à l'Institut tandis que les autres organisations géographiques s'occupent des aspects techniques et scientifiques de ces programmes.

M. SIMONPIETRI (Institut panaméricain de géographie et d'histoire) précise que l'Institut a été créé dans le but de coordonner les activités des diverses organisations géographiques et d'encourager leurs efforts. Il lui faut tenir ces diverses organisations au courant des résultats obtenus dans le domaine de la cartographie.

M. BROWN aimerait savoir dans quelle mesure les résolutions adoptées par l'Institut panaméricain ont force exécutoire et, d'autre part, si ces résolutions imposent à chaque Etat des programmes déterminés.

M. SIMONPIETRI (Institut panaméricain de géographie et d'histoire) répond que les résolutions adoptées par l'Institut n'ont pas nécessairement force exécutoire. L'Institut ne fixe pas de programmes déterminés aux différents pays ; jusqu'à présent, il s'est essentiellement efforcé d'assurer la continuité des réseaux de triangulation et leur coordination aux zones frontalières, ainsi que l'établissement de normes exactes. L'Institut n'essaie aucunement de s'ingérer dans les programmes nationaux des divers pays. Parfois,

il est vrai, lorsque la question étudiée intéresse plus d'un pays, il prend l'initiative de recommander aux Gouvernements membres de se réunir afin d'élaborer un programme commun. C'est ainsi qu'a été adoptée une résolution recommandant aux Gouvernements de l'Argentine et du Chili de procéder à des observations sur leurs frontières communes.

Le PRESIDENT estime que c'est dans les objectifs mêmes de l'Institut panaméricain et de l'Union internationale de géodésie et de géophysique que l'on trouve des différences essentielles. L'Institut panaméricain a pour objet d'établir des cartes du continent américain et c'est pour établir ces cartes dont le besoin se fait sentir de façon urgente que se réunissent des techniciens et des experts dont certains viennent de l'étranger.

L'Union internationale de géodésie et de géophysique, au contraire, poursuit des buts essentiellement scientifiques. M. Randall espère, pour sa part, que la Commission de cartographie pourra profiter des résultats obtenus par les experts membres de l'Union et s'en tenir à son rôle initial qui est d'encourager la réunion de conférences internationales chargées d'étudier les problèmes relatifs à la triangulation.

M. HEMPLE (Union internationale de géodésie et de géophysique) précise que l'Union internationale groupe sept associations différentes, et fait partie de l'Association internationale de géodésie dont le rôle essentiellement technique est d'étudier les questions relatives à la triangulation.

La dernière session de l'association de géodésie a été consacrée à l'étude des méthodes électroniques permettant de mesurer les distances ; les résultats obtenus ont été publiés dans le "Quarterly Bulletin of Geodesy".

L'Union internationale de géodésie et de géophysique a pour rôle de coordonner les activités des organisations géodésiques nationales. A la Conférence d'Oslo, les organisations de triangulation des pays d'Europe occidentale ont accepté de coordonner les divers réseaux de triangulation. Il sera donc nécessaire d'établir des cartes et des graphiques nouveaux. On espère pouvoir étendre cet accord aux pays scandinaves.

M. Hemple examine ensuite la question des rapports qui existent entre l'Union qu'il représente et le Conseil international des unions scientifiques. Le Conseil est un organisme qui groupe les organisations scientifiques internationales dans les divers domaines de la science, parmi lesquels on compte l'Union internationale astronomique, l'Union internationale de géodésie et de géophysique, l'Union géographique internationale, l'Union internationale de Radio scientifique, etc.

M. Hample fait un bref exposé des rapports du Conseil international des unicus scientifiques et de l'UNESCO. Il donne lecture des paragraphes 1 et 2 des deux premières parties de l'accord intervenu entre ces deux organisations et qui figure à la page 10 du texte anglais du document CART/W.4.

M. READING (Société internationale de photogrammétrie) répondant à une question de M. Schermerhorn déclare que les objectifs de la société qu'il représente se trouvent exposés de façon complète dans le document CART/W.4. Il souligne qu'en raison des progrès rapides réalisés dans le domaine de la photogrammétrie au cours des dernières années, il serait nécessaire que les différentes organisations de photogrammétrie soient tenues très au courant du développement des méthodes nouvelles. La Société internationale de photogrammétrie répondra à toutes les questions qui lui seront posées à ce sujet.

M. SCHERMERHORN, comparant l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire, l'Union internationale de géodésie et de géophysique et la Société internationale de photogrammétrie, fait observer que c'est entre la première et la troisième de ces organisations qu'existe la différence la plus grande. En effet, la Société internationale de photogrammétrie est une organisation purement scientifique, composée de sociétés nationales et n'entretenant aucun rapport avec les Gouvernements ; c'est une organisation privée qui a pour but de favoriser le développement de la science et des techniques géodésiques et qui ne s'occupe pas de l'élaboration ni de l'exécution de programmes nationaux. Au contraire, l'Institut panaméricain se préoccupe de l'application de cette science et de ses techniques aux différents programmes cartographiques nationaux. L'Union internationale de géodésie et de géophysique occupe une position intermédiaire entre les deux autres organisations ; il lui est arrivé en effet, dans le passé, de participer à l'élaboration et à l'exécution de programmes nationaux ; c'est ainsi que son nom est lié à la triangulation du méridien africain ; ceci est à rapprocher de la tâche analogue entreprise par l'Institut panaméricain dans l'hémisphère occidental ; de même, l'Union internationale de géodésie et de géophysique a parfois adopté des résolutions comparables à celles de l'Institut panaméricain : par exemple, à un de ses congrès qui s'est tenu à Lisbonne, l'Union internationale de géodésie et de géophysique a adopté une résolution en vue de mesurer la différence de niveau entre la Mer du Nord et la Méditerranée, qui est à rapprocher de celle adoptée par l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire au sujet de l'Argentine et du Chili.

M. Schermerhorn indique qu'il a jugé utile d'analyser d'assez près la différence qui existe entre ces trois organisations, car, à son avis, si l'Organisation des Nations Unies entend jouer un rôle efficace dans ce domaine, elle doit intervenir à la manière de l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire, c'est-à-dire coordonner et stimuler l'action des différentes institutions déjà existantes. M. Schermerhorn souligne combien il serait utile d'assurer une collaboration étroite entre l'Union internationale de géodésie et de géophysique et l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire.

En ce qui concerne la question de la triangulation de l'Europe occidentale, M. Schermerhorn n'est pas absolument certain que les observations faites par le représentant de l'Union internationale de géodésie et de géophysique soient tout à fait exactes. A Oslo, les représentants des différents services géodésiques étaient libres d'accepter les projets et programmes à condition que les frais ne dépassent pas les limites du budget dont ils disposaient ; dans le cas contraire, ils devaient soumettre les plans ou projets à leurs gouvernements, seuls à même de décider en l'occurrence.

Le **PRÉSIDENT** fait observer que, lors de la discussion du point 5 de l'ordre du jour, le Comité sera appelé à examiner l'organisation et le fonctionnement des différentes institutions qui s'occupent de cartographie.

M. **SIMONPIETRI** (Institut panaméricain de géographie et d'histoire) rappelle que, avant la création de la Commission de cartographie en 1941, l'Institut panaméricain s'intéressait déjà à cette question et qu'en 1939, l'Union internationale de géodésie et de géophysique, à son assemblée de Washington, a désigné l'Institut panaméricain comme son représentant en Amérique.

M. **BOGGS** (Institut panaméricain de géographie et d'histoire), bien que n'étant pas lui-même un expert en matière de géodésie, se rend parfaitement compte du grand rôle joué par cette science et de l'importance de la tâche accomplie par l'Union internationale de géodésie et de géophysique; il est en effet extrêmement utile de posséder des indications aussi exactes que possible sur la configuration de la terre. Pour cela, il est particulièrement important d'établir des liaisons intercontinentales.

M. **HEMPLE** (Union internationale de géodésie et de géophysique) ne croit pas que la navigation intercontinentale, par exemple entre l'Europe et l'Amérique du nord, soit considérablement gênée par le fait que les réseaux de triangulation de l'Europe ne sont pas reliés à ceux de l'Amérique. Cela n'entraîne pas de déviations. Par contre, les difficultés sont considérables dans le cas de deux pays voisins, lorsqu'il n'existe pas une chaîne continue de triangulation et que les indications proviennent par conséquent de sources différentes.

Dans cet ordre d'idées, le PRÉSIDENT souligne l'importance des accords régionaux. Il insiste également sur l'utilité de cette étude comparative de l'organisation et des buts des différentes institutions qui s'intéressent à la cartographie. Selon lui, une constatation s'impose : l'exécution de relevés et de cartes pour le monde entier progresse trop lentement ; le domaine de la cartographie est assez étendu pour que toutes les institutions déjà existantes, et d'autres encore, disposent d'un champ d'activité suffisamment vaste.

M. BROWN désirerait recevoir certains éclaircissements concernant la Fédération internationale des géomètres.

M. HEMPLE (Union internationale de géodésie et de géophysique) précise qu'il a été chargé de représenter cette organisation auprès du Comité d'experts, mais qu'il lui a été impossible de se procurer d'autres renseignements que ceux qui figurent à la page 19 du Manuel intitulé "Modern Cartographic Methods".

M. SCHERMERHORN, qui a eu l'occasion d'assister à des congrès de la Fédération internationale des géomètres, fait observer que c'est la seule organisation qui possède à la fois les caractères d'une société scientifique et ceux d'un syndicat, en ce sens qu'elle s'occupe de la question du statut des géomètres. Il ajoute que cette question ne manque jamais de se poser, à un moment ou à un autre, dans les différentes sociétés nationales.

M. READING (Société internationale de photogrammétrie) fait remarquer que cette organisation se préoccupe, entre autres, d'assurer que les membres de la profession possèdent toutes les qualifications professionnelles requises. Ses activités s'étendent donc au domaine social, alors que les autres institutions s'attachent essentiellement aux problèmes techniques et scientifiques.

M. SIMONPIETRI (Institut panaméricain de géographie et d'histoire) estime que, dans le domaine technique, l'intérêt de cette Fédération internationale des géomètres semble se limiter aux zones urbaines et ne pas s'étendre aux vastes espaces. Son champ d'activités est en quelque sorte restreint.

M. TCHANG (Secrétaire du Comité) signale aux experts qu'il pourront trouver des renseignements complémentaires concernant la Fédération internationale des géomètres dans les documents de la S.D.N. qui se trouvent dans la bibliothèque des Nations Unies. M. Schermerhorn a fait remarquer à juste titre que cette organisation s'intéresse tout particulièrement aux questions juridiques liées au statut du géomètre.

M. BROWN désirerait surtout savoir si la Fédération internationale des géomètres s'intéresse à la cartographie proprement dite, comme le fait par exemple la Fédération des géomètres aux Etats-Unis d'Amérique.

M. SCHERMERHORN fait observer que les sociétés nationales de géomètres, tout au moins aux Pays-Bas, en Suisse et en Allemagne, s'intéressent à la cartographie, mais uniquement en ce qui concerne les cartes à grande échelle.

Le PRESIDENT rapproche ces sociétés de la "Association of Professional Licensed Engineers" aux Etats-Unis d'Amérique.

M. VERLAINE signale que, en Belgique, l'action de la Société des géomètres s'exerce particulièrement dans le domaine social, en raison notamment de l'inégalité de la condition du géomètre dans les pays voisins.

Le PRESIDENT souligne combien le Comité regrette l'absence de M. de Martonne, Président de l'Union géographique internationale, qui s'est trouvé dans l'impossibilité de participer aux travaux du Comité, par suite du prochain congrès de l'Union qui doit avoir lieu à Lisbonne.

La séance est levée à 12 heures 30.